

BACCALURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2015

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Série : **ES**

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures + 1 heure

COEFFICIENT : 7 + 2

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Ce sujet comporte 12 pages numérotées de 1/12 à 12/12.
Dès que ce sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.

Pour l'enseignement obligatoire, le candidat traitera au choix soit la dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire, soit l'épreuve composée.

Pour l'enseignement de spécialité, le candidat traitera au choix l'un des deux sujets de la spécialité pour laquelle il est inscrit :

- **Économie approfondie, pages numérotées de 9/12 à 10/12.**
- **Sciences sociales et politiques, pages numérotées de 11/12 à 12/12.**

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

La croissance économique s'oppose-t-elle à la préservation de l'environnement ?

DOCUMENT 1

Changement économique et écologique planétaire au cours du XXème siècle.

Données mondiales	Coefficient multiplicateur entre 1890 et 1990
Population	4
Population urbaine	13
Produit Intérieur Brut	14
Production industrielle	40
Consommation d'énergie	13
Émission de dioxyde de carbone ⁽¹⁾	17
Émissions de dioxyde de soufre ⁽²⁾	13
Consommation d'eau	9
Prises de poissons marins	35
Superficie des forêts	0,8

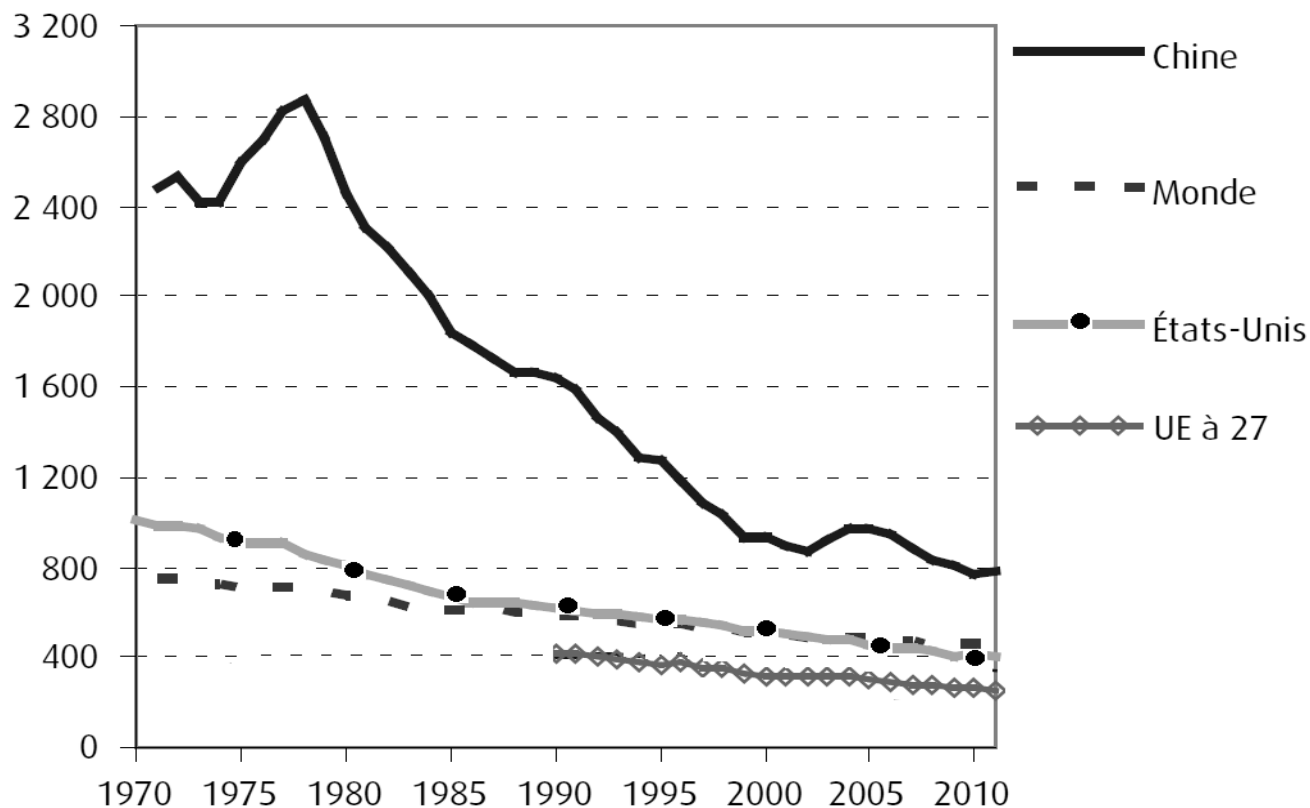
Source : d'après *Économie de l'environnement et économie écologique*, Éloi LAURENT et Jacques LE CACHEUX, 2012.

(1) Dioxyde de carbone : CO₂, gaz alimentant le réchauffement climatique.

(2) Dioxyde de soufre : SO₂, gaz polluant participant à la formation de pluies acides.

DOCUMENT 2

Nombre de tonnes de CO₂⁽¹⁾ émises pour un million de dollars de richesses produites.



Source : d'après l'Agence Internationale de l'Énergie, 2013.

(1) CO₂ : dioxyde de carbone, gaz alimentant le réchauffement climatique.

DOCUMENT 3

En 2012⁽¹⁾, la production des éco-activités^(*) qui a atteint 85,0 milliards d'euros représente une part croissante de la production totale : 2,3 % en 2012 contre 2,2 % en 2011 avec 80,5 milliards d'euros. Ainsi, la production des éco-activités reste plus dynamique (+ 5,6 %) que l'ensemble de l'économie (+ 1,2 %). [...]

Les éco-activités ont employé 447 500 personnes en « équivalent temps plein »⁽²⁾ en 2012. Les effectifs ont très peu augmenté entre 2011 et 2012 : + 0,3 % contre 0 % dans le reste de l'économie. Cependant, sur la période 2004 - 2012, l'évolution moyenne annuelle des effectifs reste très dynamique, + 3,9 % contre 0,3 % dans le reste de l'économie. [...]

En 2012, la valeur ajoutée dans les éco-activités représente 1,8 % du PIB soit 32 milliards d'euros. Elle a augmenté de 8,5 % en un an contre 1,5 % dans le reste de l'économie. Les domaines des énergies renouvelables et de la récupération ont le plus fortement augmenté en valeur (+ 600 millions d'euros). [...] Sur la période 2004 - 2012, la valeur ajoutée dans le domaine de la réhabilitation des sols et eaux augmente fortement (+ 31,0 %) dynamisée par les importantes conversions à l'agriculture biologique. Dans une moindre mesure, la valeur ajoutée dans la recherche et développement en environnement augmente de 14,7 %. Entre 2004 et 2012, la valeur ajoutée croît de 5,9 % contre 2,6 % pour l'ensemble de l'économie. Entre 2004 et 2009, la valeur ajoutée augmente plus fortement dans les éco-activités (+ 5,0 % en moyenne annuelle) que dans le reste de l'économie (+ 2,7 %) touchée par la crise économique en 2008. Enfin, à partir de 2009, la valeur ajoutée dans les éco-activités est très dynamique (+ 7,4 %) en comparaison de l'évolution du PIB (+ 2,3 %).

(*) Les éco-activités sont les activités qui produisent des biens ou services ayant pour finalité la protection de l'environnement ou la gestion des ressources naturelles.

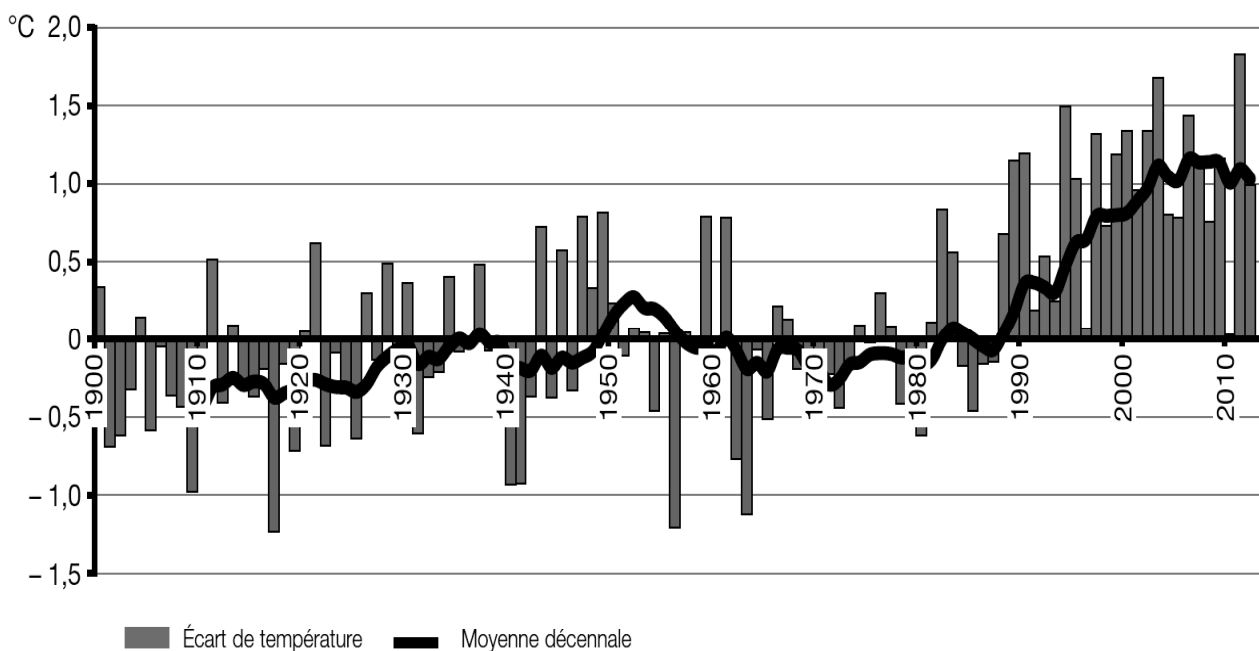
Source : d'après Commissariat Général au Développement Durable,
Chiffres et statistiques, n° 523, Mai 2014.

(1) Le texte concerne la France.

(2) Effectifs qui prennent en compte des temps et des durées de travail différents.

DOCUMENT 4

Évolution des températures moyennes en France de 1900 à 2012 par rapport à la période de référence 1961 – 1990 en degrés Celsius



Source : Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, *Chiffres clés du climat*, 2014.

Lecture : en 2011, la température moyenne observée était supérieure d'1,8 degré à la température moyenne observée sur la période 1961-1990 et la température moyenne des dix dernières années était supérieure d'un degré à la moyenne observée sur la période 1961-1990.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement de l'information.

3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;
- en exploitant les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances

1. Présentez un argument montrant que la mise en place d'une union économique et monétaire constitue une expérience originale d'intégration pour les membres de l'Union européenne. (3 points)

2. Distinguez logique d'assurance et logique d'assistance en matière de protection sociale. (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis vous comparerez la productivité horaire des différents pays.

Productivité horaire⁽¹⁾ en 2013 (base 100 = États-Unis)

États-Unis	100
Chili	40,0
Russie	37,9
France	92,0
Mexique	28,7
Norvège	130,4
Pologne	42,8
Suisse	85,0
Turquie	44,8

Source : d'après base de données OCDE, 2014.

(1) La productivité horaire correspond au PIB par heure travaillée.

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les inégalités économiques et sociales sont cumulatives.

DOCUMENT 1

**Salaires mensuels moyens nets de tous prélèvements selon
la catégorie socioprofessionnelle en 2011**

	Salaires mensuels moyens nets en 2011, en euros
Cadres ⁽¹⁾	3 988
Professions intermédiaires	2 182
Employés	1 554
Ouvriers	1 635
Ensemble	2 130

(1) Y compris les chefs d'entreprise salariés.

Champ : France, salariés en équivalent-temps plein du secteur privé et des entreprises publiques.

Source : d'après INSEE, 2014.

DOCUMENT 2

Pour l'école, le défi est de faire réussir des enfants qui, dès le départ, n'ont pas les mêmes cartes en main. « En France, les premières " traces " des inégalités sociales et sexuées à l'école sont observées au niveau de la moyenne section de maternelle. [...] Une analyse très fine des performances [des élèves] montre que c'est dans le domaine de la logique verbale que les inégalités sociales sont les plus marquées », note Marie Duru-Bellat. Les inégalités entre les enfants existent avant même l'entrée à l'école.

Vers l'âge de 11 ans, en sixième, les écarts étaient, en 2005, de 9,2 points sur 100 entre les enfants d'ouvriers et ceux de cadres en français, de 13,3 points en mathématiques. Au fil des cursus, la part des enfants des catégories sociales modestes s'amenuise peu à peu. Parmi les enfants entrés en sixième en 1995, 38 % étaient de parents ouvriers ou inactifs. Six ans plus tard, ils n'étaient plus que la moitié à avoir obtenu un bac général. L'année suivante, ils ne représentaient que 9 % des étudiants de classes préparatoires... [...]

Les moyennes cachent la situation des filières les plus sélectives. L'élite de la nation s'est déplacée vers les grandes écoles. On dispose de peu de données sur ce phénomène. Mais on sait qu'entre les années 1940 et les années 1980, leur recrutement ne s'est pas ouvert, en dépit de la démocratisation d'ensemble. Les années 1980 auraient même été marquées par une hausse des inégalités sociales d'accès aux grandes écoles. Dans les grandes écoles les plus prestigieuses, la part des enfants d'origine populaire (agriculteurs, ouvriers, employés, artisans ou commerçants) est passée de 29 % à 9 % du début des années 1950 à la fin des années 1980, un effet qui ne s'explique que pour partie par le déclin de ces catégories dans la population. À l'entrée à l'ENA⁽¹⁾, à l'automne 2008, 2,9 % des enfants avaient un parent ouvrier, alors que ces derniers représentent encore 22,8 % des emplois...

Source : *Déchiffrer la société française*, Louis MAURIN, 2009.

(1) ENA : École Nationale d'Administration.

DOCUMENT 3

Espérance de vie à 55 ans selon le genre et la catégorie socioprofessionnelle, en années

	Hommes	Femmes
Agriculteurs	26,3 ⁽¹⁾	33,2
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	27,8	33,9
Cadres et professions intellectuelles supérieures	28,6	34,4
Professions intermédiaires	26,8	33,6
Employés	25,7	32,7
Ouvriers	25,3	32,1
Ensemble	26,4	32,8

Champ : retraités de droit direct d'un régime de base au 31 décembre 2008, résidant en France et nés en 1942, en vie à 55 ans.

Source : d'après « Espérance de vie, durée passée à la retraite », *Dossiers Solidarité et Santé*, DREES, juin 2013.

(1) Lecture : les hommes retraités au 31 décembre 2008 et nés en 1942, anciens agriculteurs, avaient une espérance de vie à 55 ans de 26,3 ans. Ils pouvaient donc espérer, à cet âge là, vivre jusqu'à 81,3 ans.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

Économie approfondie

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte un document.

Quels peuvent être les effets de la dynamique démographique sur l'épargne dans le cas français ?

DOCUMENT

En France comme dans de nombreux pays, deux phénomènes démographiques se manifestent : les générations actuelles ont moins d'enfants (vieillessement par le bas) et elles vivent plus longtemps qu'autrefois (vieillessement par le haut). L'allongement de l'espérance de vie et la baisse de la fécondité produisent le vieillissement de la population française, lequel se mesure par l'augmentation de l'âge moyen de la population. [...]

D'ici 2025 à 2035, le vieillissement de la population française sera surtout fortement accéléré par un véritable « papy-boom ». En effet, les générations nombreuses du « baby-boom » [...] franchiront les unes après les autres l'âge de 60 ans. [...]

Quels effets sur la consommation et l'épargne ?

Par définition, la hausse de l'espérance de vie allonge la vie du consommateur. L'effet sur la consommation est-il forcément positif ? À revenu identique, la consommation des séniors est inférieure à celle des actifs plus jeunes. [...]

Par ailleurs, selon la théorie du cycle de vie attribuée à Franco Modigliani⁽¹⁾, les individus cherchent à lisser leur consommation par-delà les variations de revenu à l'aide de prêts et emprunts sur l'ensemble de leur cycle de vie. [...] Or, le papy-boom d'ici 2025-2035 pourrait se traduire par la baisse du poids des actifs épargnants par rapport aux inactifs retraités désépargnants. [...] Doit-on par conséquent s'attendre à une diminution de l'épargne en France dans les années à venir ? Ce n'est pas sûr, car une hausse du taux d'épargne⁽²⁾ aux âges actifs peut se produire, si se développe une épargne de précaution liée aux craintes de ces générations pour leurs propres retraites. Or, de telles craintes peuvent se justifier par l'instabilité croissante du système de retraite en France depuis les années 1990 [...].

Source : « Les effets du vieillissement sur l'économie française », Florent AUBRY-LOUIS, Mickaël SYLVAIN, *Écoflash*, novembre 2011.

(1) Franco Modigliani était un économiste italo-américain.

(2) Le taux d'épargne désigne la part de l'épargne dans le revenu du ménage.

SUJET B

Ce sujet comporte un document.

Vous montrerez qu'il existe une variété des barrières à l'entrée à l'origine d'un pouvoir de marché.

DOCUMENT

Aujourd'hui encore, la propriété de certaines ressources demeure concentrée dans les mains d'un petit nombre d'opérateurs : ainsi en va-t-il pour certaines eaux minérales, ou autres ressources naturelles, les tableaux de maître, les bijoux anciens, les collections de timbres rares... Dans ce cas, il existe une barrière à la libre entrée sur le marché, qui résulte simplement du fait qu'il n'existe pas de candidat à l'entrée... Nous dirons alors que le marché est caractérisé par une situation de *monopole de fait*. Mais l'existence d'un monopole de fait n'est pas la seule cause susceptible de barrer l'entrée d'un marché à des concurrents potentiels, et d'éviter ainsi l'érosion des profits des firmes installées.

Une autre barrière [...] peut résulter des conditions de coûts de production. [...]

Plus intéressant, sans doute, est le cas des barrières *stratégiques*, résultant d'une politique délibérée permettant aux firmes installées de préserver leurs profits en décourageant l'entrée de concurrents potentiels. [...]

Un [...] exemple de barrière stratégique à l'entrée apparaît dans le contexte de la concurrence par produits substitués. Quand une entreprise introduit un nouveau produit sur le marché, elle peut choisir d'occuper le marché en vendant une multitude de variantes différentes de ce produit, afin d'éviter l'entrée de concurrents susceptibles d'offrir aux consommateurs ces mêmes variantes si elles n'existaient pas encore. Un exemple correspondant à cette situation est fourni par une chaîne de magasins s'établissant en différents endroits de l'espace : en « occupant » dès le début les différents quartiers d'une ville, le propriétaire de la chaîne se prémunit contre l'installation subséquente⁽¹⁾ de concurrents dans les quartiers qui ne seraient pas encore investis, et pouvant conduire à une concurrence qui lui serait préjudiciable.

En conclusion de ce qui précède, il faut donc constater que de multiples obstacles peuvent exister au processus d'entrée de concurrents potentiels, [...] soit que ces obstacles découlent de circonstances particulières, soit qu'ils résultent d'une stratégie délibérée des firmes en place.

Source : *La concurrence imparfaite*, Jean GABSZEWICZ, 2003.

(1) Subséquente : ultérieure.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Sciences sociales et politiques

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte un document.

En quoi le régime politique français est-il un régime semi-présidentiel ?

DOCUMENT

Clé de voûte des institutions de la V^e République, le Président de la République est élu pour cinq ans au suffrage universel direct, mode de désignation lui conférant une légitimité démocratique en rapport avec l'étendue de ses pouvoirs. [...]

L'article 5 de la Constitution, en proclamant que « *le Président de la République veille au respect de la Constitution* » lui accorde en pratique un pouvoir d'interprétation de la Constitution [...].

Le droit de dissolution appartient souverainement au Président de la République qui est simplement tenu, avant de l'exercer, de consulter les Présidents des assemblées et le Premier ministre. [...]

Prévue pour résoudre une crise grave en faisant appel au peuple ou pour trancher ou prévenir un différend⁽¹⁾ avec l'Assemblée nationale, la dissolution n'a été décidée que deux fois à ce titre (1962 et 1968). Dans les trois autres circonstances, elle a été prononcée par le Président de la République, soit en début de mandat pour avoir à l'Assemblée nationale une majorité soutenant sa politique (1981 et 1988), soit pour anticiper une consultation électorale à un moment jugé plus opportun (1997). [...]

Le Président de la République nomme le Premier ministre et met fin à ses fonctions ; il convoque, approuve l'ordre du jour et préside le Conseil des ministres. [...]

Conformément à l'article 8, alinéa 2 de la Constitution, le Président de la République nomme les ministres sur proposition du Premier ministre. [...]

Au-delà de la répartition constitutionnelle des pouvoirs entre les deux têtes de l'exécutif, l'élection au suffrage universel direct est l'élément déterminant qui donne au Président de la République une prééminence⁽²⁾ sur le Premier ministre. Le chef de l'État ne peut rester cantonné, comme il l'était sous les Républiques précédentes, dans un simple rôle de représentation [...].

Source : www.assemblee-nationale.fr, 2014.

(1) Différend : désaccord.

(2) Prééminence : supériorité.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Sciences sociales et politiques

SUJET B

Ce sujet comporte deux documents.

Vous expliquerez le rôle joué par les différents agents de socialisation dans la formation des attitudes politiques.

DOCUMENT 1

La famille fournit les premiers repères ou les premières absences de repères et, par là même, joue un rôle décisif sur la formation des choix ultérieurs. Quatre Français sur dix (41 %) s'inscrivent dans la continuité des choix de gauche ou de droite de leurs parents. Si l'on rajoute ceux qui reconnaissent une filiation apolitique⁽¹⁾, et refusent donc comme leurs parents de se classer entre la gauche et la droite, ce sont alors les deux tiers des Français (65 %) qui se présentent comme des héritiers politiques. Les cas de vraies ruptures restent marginaux. Seuls 8 % des Français ont changé de camp politique par rapport à leurs deux parents, passant à gauche alors qu'ils ont deux parents à droite (le cas le plus fréquent), ou passant à droite alors que leurs deux parents sont positionnés à gauche.

Source : « Les temporalités et les instances de la socialisation politique », *Cahiers français*, Anne MUXEL, mai-juin 2009.

(1) Qui se refuse à tout engagement politique.

DOCUMENT 2

Partage des opinions politiques entre amis

« Si vous pensez à l'ensemble de vos amis, diriez-vous ? »

Que la quasi-totalité d'entre eux partagent les mêmes choix politiques que vous	12 %
Qu'une majorité d'entre eux partagent les mêmes choix politiques que vous	57 %
Qu'une majorité d'entre eux ne partagent pas les mêmes choix politiques que vous	23 %
Que la quasi-totalité d'entre eux ne partagent pas les mêmes choix politiques que vous	7 %
Ne se prononce pas	1 %

Source : d'après « *Famille, amour, amis et politique* », Centre d'Études de la Vie Politique Française (CEVIPOF), juin 2011.